Services public : dépôt de bilan

mercredi 11 avril 2012, par DEMARCQ Sandra (Date de rédaction antérieure : 1er mars 2012).

170 000 postes supprimés, une qualité de service dégradée, des hôpitaux au bord de l'asphyxie, des équipements ferroviaires obsolètes, des élèves en manque de professeurs : c'est la grande dévastation du service public.

Sommaire

- Des attaques puissantes (...)
- Santé et éducation : la (...)

« Je crois résolument dans le service public, à son rôle pour l'égalité des chances. C'est pourquoi il est essentiel d'assurer sa présence dans les quartiers en difficulté, en milieu rural, en outre-mer ». Voilà ce que disait le candidat Sarkozy en 2007, quelques mois avant d'être élu. Un quinquennat plus tard, Sarkozy a mené une véritable politique de destruction des services publics. éducation, santé, emploi, justice, finances, transport, Poste, énergie : tous les grands services publics sont passés à la moulinette, celle de la Révision générale des politiques publiques (RGPP), celle de la privatisation, de l'ouverture du capital, de la rentabilité. Et le résultat est catastrophique

La logique capitaliste veut qu'un bien ne soit produit que lorsqu'il peut devenir une marchandise et fournir un profit rapide pour le propriétaire des moyens de production. C'est dans cette logique que s'inscrivent toutes les attaques contre les services publics en France (et dans toute l'Europe). Sarkozy est bien sûr dans cette logique : prenant prétexte de la dette, il a pendant cinq ans attaqué de front l'ensemble des services publics, et plus précisément ceux de l'emploi, des transports, de la santé et de l'éducation.

Des attaques puissantes contre les services publics

Sous prétexte de faciliter la vie des privéEs d'emploi, « d'améliorer le fonctionnement du marché du travail », l'une des premières réformes du quinquennat de Sarkozy a été la fusion en 2008 de l'ANPE et de l'Assedic en un seul établissement : Pôle Emploi. Quatre ans après, la logique libérale s'impose. Pôle Emploi comprend désormais une majorité de salariés sous statut privé ; des milliers de postes ont été supprimés ; 956 agences ont été fermées. Pôle Emploi, c'est aussi 300 chômeurs - désormais baptisés « clients » - par agent, 600 visites par jour et par agence, des radiations en hausse de 25 % en juillet 2011, des suivis mensuels vite interrompus, des dossiers en retard de traitement, des bugs informatiques, du contrôle d'identité, du fichage, de la violence de part et d'autre des guichets, des tentatives de suicide et des licenciements. Ce sont, désormais, des logiques de concurrence qui sont instaurées. En effet, depuis 2006, Pôle Emploi n'a plus le monopole du placement des chômeurs. Il est donc en concurrence avec des agences d'intérim et autres sociétés de reclassement. Malgré cela, une étude du ministère du Travail de juillet 2011 démontre que le service public d'emploi – ou, en tout cas, ce qu'il en reste - est le plus efficace pour retrouver un poste aux chômeurs, pour un coût deux fois moins élevé que les sociétés privées !

Les attaques contre le service public ferroviaire et le transport en général n'ont pas commencé en

2007. Il y a longtemps que les gouvernements successifs suppriment massivement des emplois et organisent la privatisation. On ne compte plus les « réformes » entreprises, ces 25 dernières années. La SNCF participe même très activement à la privatisation du secteur ferroviaire dans les autres pays européens, en prenant des parts dans des entreprises privées, qui concurrencent les opérateurs historiques.

En France, ce phénomène s'est cependant amplifié sous l'ère Sarkozy. Entre 2007 et 2011, 11 675 emplois ont été supprimés ; la précarité s'est développée avec la filialisation de secteurs entiers et le développement de la sous-traitance. La politique de Sarkozy concernant le transport a été la privatisation effective du fret de la SNCF, mais aussi le début de la privatisation du transport régional de voyageurs et de la maintenance du réseau ferré. Bref, il s'est agit d'accentuer la privatisation du rail, sans tirer le bilan de ce qui a été fait dans les autres pays où elle a eu lieu. Or ce bilan est tout simplement catastrophique ! Pour les salariés comme pour les usagers, mais aussi pour l'environnement.

Santé et éducation : la guerre est déclarée

Mais le cœur de la politique de ce quinquennat contre les services publics a été sans aucun doute l'attaque contre le service public de la santé (voir p.16) et celui de l'éducation nationale.

Dans l'éducation nationale, la décision de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant en retraite s'est traduite par la suppression de 165 437 postes depuis 2003, soit 14, 4 % des effectifs. L'état est donc le plus grand licencieur du pays ! Les pouvoirs publics se sont tout d'abord attaqués aux postes qui ne correspondaient pas à des classes, au détriment des remplacements. Puis ce fut le tour des postes situés dans l'environnement de l'enseignement, altérant ainsi le collectif qui permet aux équipes éducatives de travailler. Puis est venu le temps de la disparition des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté, les Rased. Le ministère a ensuite écorné le temps d'enseignement dans certaines matières ou, plus simplement, fermé des classes sur tout le territoire. Enfin, pour pallier ces suppressions de postes, on recrute des précaires, allant jusqu'à faire appel à Pôle Emploi qui organise des « speed emplois » ! Pour compléter le champ de ruines, Sarkozy s'est aussi attaqué à la formation initiale des enseignantEs, la formation continue étant et restant quasi inexistante. Sous couvert de recruter les enseignants au niveau master – ce qu'ils étaient déjà de fait, puisque titularisés, au mieux, cinq ans après le bac – on a supprimé l'année de stage rémunéré en tant que fonctionnaire stagiaire après concours, et une annuité pour la retraite. Afin de compenser à moindre coût les suppressions de postes dans la fonction publique, les nouveaux stagiaires exercent désormais directement à temps plein au lieu d'un tiers de temps, sans bénéficier de formation puisque les IUFM (anciens centres de formation des enseignants) sont supprimés. Mais qu'ils se rassurent, surtout ceux qui exercent dans les quartiers relevant de l'éducation prioritaire ! Désormais, ils sont encadrés au plus près par des chefs d'établissement transformés en patrons, gérant leur personnel (recrutement, missions, temps de travail) comme l'organisation des enseignements (horaires, programmes) mais aussi, bientôt, la notation et la carrière de senseignants.

Le quinquennat de Sarkozy a également été marqué par des réformes portant sur les programmes scolaires pour mieux faire passer les valeurs de la droite. Décidée au nom du libre choix des familles, la réforme de la carte scolaire a considérablement renforcé les inégalités sociales et scolaires. Les résultats de toute cette politique contre le service public de l'éducation nationale sont sans ambiguïté : selon une enquête de l'OCDE, en France plus qu'ailleurs en Europe, un élève issu des classes populaires a moins de chance de réussir à l'école que tout autre enfant !

On vient de le voir, à travers quelques cas concrets : en matière de service public, le quinquennat de Sarkozy a été une politique offensive et destructrice, accentuant des inégalités sociales et territoriales.

Sandra Demarcq

P.-S.

* Publié dans : Revue Tout est à nous ! 30 (mars 2012).